



UNIVERSITÉ PARIS 1  
**PANTHÉON SORBONNE**

INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT  
DE LA SORBONNE

## MASTER 2

Mention Études du développement – SHS

# Développement soutenable et genre : justice, écologie, santé

**Responsable** Tania Angeloff  
Sociologue  
Professeure des universités  
IEDES - Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Site** **IEDES**  
Institut d'études du développement de la Sorbonne  
Cité du développement durable  
Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris  
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex  
France  
[iedes@univ-paris1.fr](mailto:iedes@univ-paris1.fr)  
<http://iedes.pantheonsorbonne.fr>

**Laboratoire  
d'accueil** **UMR Développement & Sociétés**  
**Université Paris 1 – IRD**  
<http://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/>



### Le parcours « Développement soutenable et genre : justice, écologie, santé »

Le monde change à grande vitesse : nous assistons à une **accélération de la dégradation de nos écosystèmes** et à un **essoufflement des politiques publiques centralisées** censées y remédier. Ces 50 dernières années, **la moitié des espèces animales** répertoriées ont disparu de la surface de la terre. Les **changements climatiques** ne sont plus seulement liés à des phénomènes endogènes ; ils sont aussi et surtout le résultat d'interventions humaines et technologiques et d'actions dites « de développement ». La **crise sanitaire** SARS-cov 2 a durement frappé toutes les populations et toutes les économies, renforçant cependant une ligne de fracture entre pays riches et pauvres pour les prises en charge médicales et économiques à venir. **Cette crise sanitaire mondiale a aussi montré les interdépendances entre les questions de santé, d'environnement, d'emploi.** Dans ce contexte, **l'aggravation des inégalités** montre que les **questions enchâssées** de développement économique, social et environnemental sont des problématiques **communes au nord et au sud.** Face à ces mutations profondes, les questions de **justice environnementale** et de **justice sociale** occupent une importance croissante. Elles visent à interroger les rôles traditionnels des États et à envisager une transition écologique qui sorte du paradigme encore dominant aujourd'hui de la croissance économique.

Ce Master « développement soutenable et genre : justice, écologie, santé » est né en 2021 en pleine crise sanitaire, sur les braises des anciens discours, anciens modèles et anciens paradigmes. Il a d'emblée visé à **éclairer ces changements sociaux et sociétaux accélérés** et à proposer une **grille d'analyse transdisciplinaire : sociologie, anthropologie, géographie et droit** y sont enseignés car ils permettent d'envisager le monde de demain à l'aune d'une **perspective** à la fois fortement **réflexive** (sur nos pratiques humaines) et **critique.** Le **genre** y occupe une **place importante mais non centrale** parce qu'il est un **outil pluridisciplinaire critique et réflexif** — subversif diraient certain-es — de compréhension du monde social. Seuls 4 enseignements sur 9 lui sont explicitement consacrés, même s'il permet d'acquérir une réelle compétence sur ces questions, au même titre que sur les questions de santé et de soutenabilité sous toutes ses formes.

Dans cette formation, le genre se définit comme un **processus social** de **différenciation** et de **hiérarchisation**, donc d'inégalités au sens large (de genre, de classe, de race, de caste, de génération, de religion, etc.). Il sera appréhendé comme un **outil d'analyse** conceptuelle des phénomènes sociaux. Enfin, le genre renvoie aux dynamiques et **relations** entre masculin, féminin et « non-binaire », dans un continuum régulièrement remis en question aujourd'hui : **la question des masculinités, de la place des hommes**, en tant que groupe distinct socialement construit, y sera abordée au même titre que celles des femmes, de leur place en tant que cible privilégiée de certaines politiques sociales (comme les programmes de transferts monétaires conditionnels dit CCTP ou encore les programmes dits de « santé reproductive »). La **soutenabilité** — ou durabilité — du développement est à comprendre comme un moyen de prendre en compte l'écologie et le bien-être des générations présentes et à venir dans les actions engagées pour lutter contre les inégalités et la pauvreté, actions guidées par un idéal de justice tridimensionnelle : sociale, économique et environnementale. Enfin, un des fondements de ce parcours est de montrer que la question du **développement soutenable** et des **mutations sociales**, dans un contexte d'urgence climatique et environnementale, **concerne aussi bien le Nord que le Sud, l'échelle globale comme l'échelle locale**, notamment autour de thématiques comme **la santé, les politiques éducatives, les migrations et le droit.** La formation se divise en **3 volets** et 2 sous-parcours : un **parcours commun** qui dresse un état des lieux

académique des connaissances avec des cours-séminaires assurés à la fois par des universitaires et par

des professionnel·les du champ d'application concerné ; et, **au choix, un volet gestion de projet OU un volet recherche.** Les enseignements abordent la question des mutations sous l'angle du droit, du genre, des migrations, de l'inclusivité des villes, de la santé et des relations inter-espèces (pour plus de détails, voir la maquette).

Les thématiques du Master correspondent à plusieurs des objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations-Unies adoptés en 2015 jusqu'en 2030, mais les abordent de manière distanciée et critique. Les diplômés de ce parcours se destinent aussi bien à travailler en France qu'à l'étranger. Les compétences acquises dans le cadre de ce diplôme seront autant mobilisables dans le cadre de postes dédiés à ces questions que dans le cadre de postes qui font appel à ces enjeux de manière transversale : dans le milieu associatif, les ONG, dans l'aide au développement privée ou publique, les collectivités territoriales, les ministères, l'action sociale au sens large.

## OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES ET PROFESSIONNELS DU PARCOURS

L'enseignement théorique et la formation pratique sont étroitement articulés, en accentuant progressivement la dimension professionnalisante de la pédagogie dans ce Master 2. Les 6 premiers mois sont consacrés à la formation sous forme de cours et séminaires. La présence en cours y est obligatoire. La seconde partie de l'année comporte un stage obligatoire de 3 à 6 mois, validé par un rapport de stage d'une quarantaine de pages. Les questions de méthode et les études de cas, se situent aussi bien en Afrique, en Amérique latine, en Asie qu'en France et en Europe.

Le master est conçu pour **vous apprendre, à terme, à diriger des projets de développement dans un environnement social complexe.**

- Outre les techniques de gestion de projet classiques, cela nécessite de **décoder tout particulièrement les jeux d'acteurs et les interrelations** (culturelles, sociales, genrées, intergénérationnelles, ethniques, etc.).
- Il vous apportera les outils qui ajouteront à vos compétences une valeur immédiate, par exemple : les **méthodes d'analyse terrain et de feedbacks, d'identification des groupes d'acteurs, de leurs intérêts et de leurs interactions** (bénéficiaires, parties prenantes, équipe projet, commanditaires).
- Il **vous initiera aux écueils fréquents rencontrés dans le domaine** du développement et aux possibilités de les surmonter.
- Enfin, **les études de genre, placent au cœur de leur analyse les rapports sociaux** : ces derniers nous concernent toutes et tous. Le genre, en tant qu'outil conceptuel d'analyse et en tant que méthodologie, s'inscrit dans une démarche fortement réflexive, comme on l'a rappelé plus haut. **L'apprentissage de cette réflexivité dans la conduite des projets de développement**, quels qu'ils soient, est un des traits de cette formation. Il permet de situer son point de vue, en tant que citoyen-ne et professionnel-le, de mettre en perspective les actions entreprises et les positions des actrices et acteurs concerné-es par ces actions. A ce titre, **le master s'adresse à tous les genres et ne saurait être renvoyé à une « formation de femmes pour les femmes »**, sous prétexte qu'il traite des rapports sociaux de sexe. Enfin, **ce master n'a PAS vocation à être un lieu de militantisme identitaire, mais un espace de réflexion scientifique** qui, ponctuellement, analysera les mouvements sociaux identitaires comme des objets d'études, non comme des idéaux à atteindre, encore moins à imposer au reste du groupe ou de la société.

## CONDITIONS D'ACCES

Il est possible de suivre le master depuis le Master 1 (M1), dans le parcours « développement local » ou le parcours « crises et interventions d'urgence ». Cependant, avoir suivi le M1 de l'IEDES ne conditionne pas l'entrée en M2, à condition d'avoir validé un Master 1 en sciences sociales, en droit, science politique ou relations internationales. Le M2 est également accessible à la formation continue.

## MODALITES D'INSCRIPTION

Les dossiers de candidatures sont à remplir en ligne :

- Lettre de motivation montrant en particulier la place du parcours demandé dans le cursus universitaire du candidat et son inscription dans le projet professionnel ou de recherche du candidat. Une attention toute particulière sera accordée à cette lettre personnalisée.

- CV détaillé faisant notamment état d'expériences liées au pays en développement, (stages, expériences professionnelles dans le cadre associatif ou autre), de travaux universitaires dans le domaine des pays en développement,
- Pièce d'identité,
- Scan du relevé de notes du baccalauréat,
- Scan du relevé de notes de Licence 1,
- Scan du relevé de notes de Licence 2,
- Scan du relevé de notes de Licence 3,
- Scan du relevé de notes de Master 1 (pour les candidatures au M2). Pour les résultats de l'année en cours, fournir dès que possible, notes et copie du diplôme ou attestation sur l'honneur indiquant que le diplôme est en voie d'acquisition. Le ou la candidate s'engage à les remettre à la scolarité dès obtention,
- Diplômes étrangers (si applicable) traduits par un traducteur assermenté (une traduction par vos soins peut suffire dans un 1er temps),
- Lettres de recommandation uniquement pour le M2 (facultatives)
- Attestations des stages effectués,
- Certificat de niveau de langue française (pour les candidat-e-s originaires de pays non francophones : niveau B2 minimal mais C1 recommandé) ou expérience d'enseignement en français,

**NB** : Toute candidature nécessite, en plus des pièces obligatoires à fournir et d'un CV, une lettre personnalisée de présentation et motivation d'une à deux pages, avec si possible une description du ou des projets professionnels.

**Pour la candidature au parcours « recherche »**, un projet de recherche est attendu, en plus de la lettre de motivation personnalisée. Le projet de recherche constitue un élément essentiel de la sélection. Les candidat.es doivent démontrer leur capacité à adopter une approche de recherche : contextualisation d'une question, mise en problématique, capacité de rendre compte d'une bibliographie, identification d'un terrain ou corpus, etc. Pour rappel, le projet est un document de 2/3 pages, interligne simple, hors bibliographie, détaillant le projet de recherche.

### DIMENSION INTERNATIONALE

Au niveau international, l'IEDES a de nombreux accords internationaux de coopération universitaire avec des pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et de l'Europe, et porte la **Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir**. Membre de l'**EADI (Association européenne de recherche et de formation sur le Développement)**, il participe (aussi) à de nombreux réseaux scientifiques sur les questions du développement. L'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne à une offre générale de mobilité à l'international M2, dont les ERASMUS, à laquelle les étudiants de l'IEDES peuvent candidater dès leur M1.

Une convention spécifique d'échange d'étudiant et d'équivalence d'UE M2 est signée entre l'IEDES et l'EDIM de l'Université d'Ottawa pour 4 à 5 étudiants par an.

L'IEDES est localisé sur le campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris, aux côtés d'organismes de recherche (CIRAD, CIRED,) et professionnels (GRET, AVSF, CEF) reconnus pour leurs expertises sur les questions de développement durable.

### INSERTION PROFESSIONNELLE

La formation s'adresse aussi bien aux futur-es professionnel·les (coopération décentralisée, ONG, coopérations publiques nationales et internationales, fondations, consultant, milieu associatif, actrices et acteurs de l'économie sociale et solidaire) et aux futur-es chercheur·es et/ou enseignant·es-chercheur·es amené·es à exercer en France ou à l'étranger. Le mémoire du parcours « recherche » de ce Master 2 (M2) est adapté en fonction. La soutenabilité et le genre sont actuellement deux des thèmes fédérateurs dans les politiques publiques et dans l'emploi. Les étudiant·es trouvent facilement un stage dans ces domaines et leur insertion professionnelle en est facilitée.

## MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

Le contrôle des connaissances reprend les modalités communes au règlement cadre de l'Université de Paris I. Selon les enseignements dispensés, ce contrôle consiste à rendre un dossier ou à réaliser un plaidoyer, un exposé, une synthèse de lectures, un travail de réflexion et d'analyse, individuellement ou en groupe. Le plus gros coefficient est alloué au rapport de stage OU au mémoire de recherche en fonction du choix de l'étudiant·e.

Le jury se réunit immédiatement après la notation des mémoires de stage et calcule la moyenne générale annuelle de chaque étudiant sur la base des coefficients prévus. Il peut attribuer des « points de jury » aux étudiants qui n'ont pas obtenu la moyenne générale de 10/20.

## EQUIPE PEDAGOGIQUE

L'équipe pédagogique est composée à la fois d'universitaires et de professionnel·les de plusieurs horizons, plusieurs disciplines et plusieurs générations : sociologues, anthropologues, géographes, juristes, médecins, consultantes, membres d'agences de développement ou d'ONG.

## ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS et DESCRIPTIF DES COURS

Principaux cours et séminaires du tronc commun (UE1)

- « Genre et développement »
- « Travail et écoféminisme »
- « Genre, droit et justice »
- « Enjeux et réalités des migrations »
- « Pédagogies coloniales dans les Suds »
- « Écologie, anthropologie, santé »
- « Villes inclusives et mobilités »
- « Sociologie des métiers de l'aide et de l'expertise »
- « Politiques sociales dans les Suds »

Le Master se divise ensuite en 2 unités d'enseignement (UE) distinctes AU CHOIX. L'une, intitulée « Gestion des projets sociaux », est destinée à former des professionnel·les très vite opérationnel·les. Elle forme les étudiant·es au diagnostic, réponses à projets, identification, cycle de projets, suivi et évaluation. Un stage de 3 à 6 mois permet l'évaluation de l'année de Master nécessaire pour valider la totalité de la formation.

L'autre UE, dénommée « Méthodologie de la recherche », vise à former les étudiant·es à la recherche pour celles et ceux qui se destinent ensuite à la réalisation d'une thèse de doctorat de troisième cycle : en sociologie, socio-anthropologie, sciences politiques ou géographie. Une recherche de 6 mois accompagnée de la réalisation d'un mémoire de recherche de niveau M2 permet l'évaluation de l'année de Master nécessaire pour valider la totalité de la formation.

### Les + de la formation

---

Tout en offrant une formation solide, en termes de connaissances mais aussi des techniques professionnelles de gestion de projet, le master se veut également un **espace académique et non-militant** de réflexion commune pour penser les perspectives de développement soutenable dans le monde d'aujourd'hui, et ses conséquences dans celui de demain. Le master s'adresse donc à vous, étudiant·es et professionnel·les qui entendez renouveler le regard sur le monde qui nous entoure, afin de penser les sociétés à venir riches d'autres modèles et d'autres positionnements, non seulement théoriques mais pratiques, dont vous serez bientôt les principaux acteurs et principales actrices !

| Intitulé des UE<br>et<br>des éléments pédagogiques (EP) |  | Volume Horaire |          | Info RCC  |           |
|---|--|----------------|----------|-----------|-----------|
|   |  | CM             | TD       | Coef.     | ECTS      |
| <b>Semestre 3</b>                                       |  |                |          |           |           |
| <b>UE 1 "Théories et Terrains"</b>                      |  |                |          |           |           |
| Cours obligatoire                                       | Genre et développement (I). Représentations                                  | 15             | 0        | 2         | 2         |
| Cours obligatoire                                       | Genre et développement (II). Histoire, concepts et pratiques                 | 27             | 0        | 2         | 2         |
| Cours obligatoire                                       | Genre, droit et justice  | 24             | 0        | 2         | 2         |
| Cours obligatoire                                       | Pédagogies postcoloniales dans les Suds                                      | 15             | 0        | 1         | 1         |
| Cours obligatoire                                       | Travail et écoféminisme  | 24             | 0        | 2         | 2         |
| <b>UE 2 " Mobilités, santé, écologie "</b>              |  |                |          |           |           |
| Cours obligatoire                                       | Réalités et enjeux des migrations  | 21             | 0        | 2         | 2         |
| Cours obligatoire                                       | Ecologie, anthropologie, santé   | 36             | 0        | 3         | 3         |
| Cours obligatoire                                       | Villes inclusives et mobilités   | 21             | 0        | 2         | 2         |
| Obligatoire   | Socle de compétences transversales   | 2              | 0        | 0         | 0         |
|   | 1 cours sur 3 au choix   |                |          |           |           |
| Cours optionnel   | Construire la critique du développement                                      | 24             | 0        | 2         | 2         |
| Cours optionnel   | Economie sociale et solidaire  | 21             | 0        | 2         | 2         |
| Cours optionnel   | Option libre   | 18             | 0        | 2         | 2         |
| <b>UE 3 "Gestion des projets sociaux "</b>              |  |                |          |           |           |
| Cours obligatoire                                       | Gestion de projet I : Identification, diagnostic et réponse à appel d'offres | 27             | 0        | 4         | 4         |
| Cours obligatoire                                       | Gestion de projet II: Cycle de projet, suivi et évaluation                   | 27             | 0        | 4         | 4         |
| Cours obligatoire                                       | Sociologie des métiers de l'aide et de l'expertise                           | 18             | 0        | 2         | 2         |
| Cours obligatoire                                       | Politiques sociales  | 18             | 0        | 2         | 2         |
| <b>OU UE 3 "Méthodologie de la Recherche "</b>          |  |                |          |           |           |
| <b>NB: 1 cours optionnel parmi les 3 cours</b>          |  |                |          |           |           |
| Cours optionnel   | Anthropologie : terrains et travaux  | 24             | 0        | 3         | 3         |
| Cours optionnel   | Sociologie des politiques publiques : le développement durable               | 24             | 0        | 3         | 3         |
| Cours optionnel   | Crises alimentaires africaines : objet, dimensions et analyses               | 24             | 0        | 3         | 3         |
| Cours obligatoire                                       | Méthodologie de la recherche qualitative                                     | 24             | 0        | 3         | 3         |
| Cours obligatoire                                       | Méthodologie de la recherche quantitative                                    | 24             | 0        | 3         | 3         |
| Cours obligatoire                                       | Outils de la recherche   | 24             | 0        | 3         | 3         |
| <b>Total</b>  |  | <b>482</b>     | <b>0</b> | <b>30</b> | <b>30</b> |
| <b>Volume horaire étudiant dominante "projets"</b>      |  | <b>299</b>     |          |           |           |
| <b>Volume horaire étudiant dominante "recherche"</b>    |  | <b>299</b>     |          |           |           |
| <b>Semestre 4</b>                                       |  |                |          |           |           |
| <b>UE "Expérience en milieu professionnel"</b>          |  |                |          |           |           |
|   | Expérience en milieu professionnel   |                |          | 30        | 30        |
| <b>Total</b>  |  |                |          |           |           |
|   |  | <b>0</b>       |          | <b>30</b> | <b>30</b> |
| <b>Volume horaire étudiant</b>                          |  | <b>0</b>       |          |           |           |
| <b>Total annuel</b>                                     |  | <b>482</b>     | <b>0</b> |           | <b>60</b> |
|   |  | <b>482</b>     |          |           |           |

## UE 1 TERRAINS ET THÉORIES

### Syllabus Module « Genre, Droit & Justice » (24 heures)

#### Objectifs pédagogiques

- Acquérir la culture juridique nécessaire pour comprendre et analyser un texte de droit (loi, jurisprudence...) dans une perspective de genre
- Développer une critique juridique d'un texte de droit
- Rédiger un argumentaire et un plaidoyer à destination des pouvoirs publics et des institutions, et savoir défendre sa position à l'oral

Ce cours vise à donner aux étudiantes et aux étudiants les clés de compréhension des initiatives et des évolutions législatives en cours ou à venir en ce qui concerne la prise en compte du genre. Il ne s'agit donc pas d'un cours de droit à proprement parler, mais d'une analyse de la place du genre dans différents aspects du droit et de la justice en France.

- Genre et droit civil : Droit de la famille et établissement de la filiation. Grossesse et interruption volontaire – la question de la constitutionnalisation de ce droit, et donc de la hiérarchie des normes. Spécificités des mères célibataires (prise en compte du fait social par les juges et situations dans lesquelles le droit pèse sur les « mères » - au sens juridique). Transidentité et changement de la mention du sexe à l'état civil.
- Droit des successions et biais de genre. Inégalités patrimoniales en fonction du genre, travail domestique et accumulation de richesses.
- Genre et droit pénal : Rôle & fonctionnement de la justice pénale
- Virilité et comportements asociaux majoritairement masculins
- Violences sexuelles et violences intra-familiales
- Évolution de la législation relative à la prostitution
- Genre et droit du travail : Inégalités salariales et segmentation des emplois. La prohibition des discriminations fondées sur le sexe et sur l'identité de genre, et les évolutions récentes visant à contraindre les entreprises.
- L'agissement sexiste, le harcèlement sexuel et les évolutions législatives récentes
- Violences de genre au travail et voies de poursuite

### Syllabus Éducation et pédagogies postcoloniales dans les suds (18 heures)

#### Objectifs pédagogiques et déroulé du séminaire :

Par une approche historique, sociologique et socio-anthropologique de l'éducation (scolaire en particulier), le cours consiste d'une part, en un cadrage socio-historique des politiques publiques et internationales relatives à la scolarisation et des pratiques et demandes d'éducation scolaire des familles dans les pays des Suds. L'accent sera porté sur la diversité des contextes socio-historiques nationaux et régionaux de l'apparition et de l'évolution de l'institution scolaire, sur la mondialisation des politiques scolaires et de leurs financements et sur les inégalités sociales, économiques, résidentielles et de genre face à l'école. D'autre part, face à l'omniprésence du « gouvernement par la mesure » dans le cadre des politiques publiques et de l'inflation du nombre d'indicateurs utilisés, notamment dans le domaine de l'éducation, le cours s'attachera à « déconstruire » les données chiffrées et autres indicateurs en éducation : en retraçant l'évolution de la mesure et des indicateurs en éducation, leurs conditions de production, leurs enjeux et l'utilisation qui en est faite en termes d'orientation des politiques éducatives ; d'autre part, en s'attachant à identifier les atouts et les limites des différentes sources de données et méthodes de calcul des indicateurs.

## **Genre et Développement (I) et (II) (33 heures)**

### **Objectifs pédagogiques :**

- Fournir les principaux concepts, méthodes d'enquête et outils d'analyse
- Comprendre l'importance du genre en tant que dimension transversale
- Réfléchir au risque de banalisation de la notion dans les projets
- Analyse de films et documentaires

Historiquement absente des politiques de développement, la question des rapports de genre est progressivement devenue une problématique incontournable depuis la conférence de Beijing (1995), au point de faire partie d'un des objectifs du développement durable (de 2015 à 2030), et au risque d'être très mal comprise et incorrectement mise en oeuvre. Le séminaire « Genre et développement » vise à fournir les principaux concepts, méthodes d'enquête et outils d'analyse concernant les rapports hommes/femmes dans le champ du développement. Il a pour objectif de comprendre l'importance du genre en tant que dimension transversale à toutes les questions de développement. Pourquoi ? Parce que le genre pose avant tout la question des inégalités articulées : de genre, de classe, ethnico- raciales, de générations. Il est un prisme d'analyse pour regarder l'agencement et les processus inégalitaires au nord comme au sud entre et au sein des différents groupes sociaux. Le concept de genre, enfin, nous engage à une réflexivité souvent dérangeante, et pourtant indispensable, dans la recherche, comme dans les politiques mises en oeuvre.

Le séminaire part d'un questionnement fondamental : Comment la prise en compte des rapports de genre, socialement construits et historiquement situés, permet-elle d'enrichir le regard sur les questions de développement (travail, éducation, santé, violences, changements climatiques, etc.) ? Inversement, comment les politiques de développement répondent-elles réellement aux inégalités sexuées et sociales ? Par exemple, le modèle économique néolibéral dominant a-t-il aggravé les inégalités ? Ou au contraire, la prise en compte de relations inégales entre les sexes, dans les pays du sud comme partout ailleurs, a-t-elle permis de résorber, ou du moins de diminuer les violences, conflits, spoliations à l'encontre des femmes et des groupes vulnérables ? L'approche en termes de « genre » renvoie aux constructions identitaires du féminin ET du masculin. Ces dernières sont-elles prises en compte pour les hommes, comme pour les femmes, dans les programmes de développement ? En d'autres termes, les hommes seraient-ils les oubliés des problématiques de genre dans le développement ?

Enfin, les femmes et les hommes ne forment pas des groupes sexués homogènes dans la mesure où existent d'autres formes d'inégalités : d'âge, de classe, de race. Dans ces conditions, comment la dimension transversale du genre enrichit-elle la compréhension de phénomènes sociaux imbriqués ? Si pendant plusieurs décennies, l'usage du genre dans les programmes de développement a consisté à s'intéresser aux femmes en tant que « groupe vulnérable », qu'en est-il aujourd'hui des dimensions croisées – ou « intersectionnelles » - des inégalités ? Le séminaire abordera les questions de genre et développement : en Afrique, en Amérique latine, en Chine et en Inde.

## **Syllabus Écoféminisme et environnement de travail (24 heures)**

### **Objectifs pédagogiques :**

Les écoféminismes mettent en relation plusieurs formes de domination en les articulant à la domination des humains sur la nature. L'objectif de ce séminaire est d'en comprendre les causes, les raisons et d'étudier l'ensemble des mécanismes de domination présent dans la société mais également dans le secteur de la solidarité internationale. Les crises sanitaires, politiques, écologiques, économiques et sociales actuelles nous montrent les limites du système capitaliste, productiviste et individualiste, basé sur l'exploitation infinie des ressources. Nous verront tout au long des cours comment elles exacerbent également les violences du système patriarcal : violences, exploitation du travail invisible des femmes,

exclusion des groupes perçus comme des minorités (de genre, de race, de classe, de génération), marginalisation des précaires. Par consensus scientifique, il est désormais démontré que les actions humaines ont modifié le climat et gravement dégradé les écosystèmes naturels, terrestres et marins, rendant la terre inhabitable pour un grand nombre d'espèces. Dans le même temps, le nombre de réfugié·e·s climatiques augmente sans cesse, la paupérisation s'accroît, des femmes sont exploitées et violentées, des communautés minoritaires sont prises pour cible. Il est donc plus que jamais temps de faire les liens entre ces phénomènes, d'en comprendre les interconnexions, d'évaluer les risques systémiques et de travailler sur l'intersectionnalité : c'est précisément ce qu'amènent les pensées et actions écoféministes que nous étudierons durant ce séminaire. Les sociétés matriarcales encore existantes sont également une source d'apprentissage de la présente thématique, le travail de l'anthropologue philosophe féministe Heide Goettner-Abendroth sera abordé durant le semestre.

Les courants de l'écoféminisme sont nombreux (spiritualistes, décoloniaux, vegans, queer, matérialistes...) mais tous encouragent la construction de mondes qui ne détruiraient ni les humain·e·s, ni les natures au sein desquelles ils·elles vivent. Les écoféminismes nous invitent à croiser les luttes dans le pluralisme de ses courants : écoféminisme matérialiste, culturel, qui revendique une éthique du *care*, l'écoféminisme social, activiste et politique, d'avantage localisé au Sud, qui intègre la domination coloniale et post-coloniale pesant plus spécifiquement sur les femmes, les amenant à entrer en lutte.

Ce séminaire abordera certaines questions fondamentales : La société est-elle prête à la subversion de l'éthique du *care* et à la réappropriation de la place des femmes aux côtés des hommes dans le monde selon les pensées écoféministes ? quel rôle pour les écoféminismes dans les actions de solidarités internationales ?

## **UE 2 MOBILITÉS, SANTÉ, ÉCOLOGIES**

### **Syllabus Module « Réalités et enjeux des migrations »**

#### **Objectifs pédagogiques :**

Ce module a pour objet de présenter les enjeux contemporains des migrations, qu'elles soient internes ou internationales. Le séminaire s'intéresse particulièrement aux migrations en provenance des pays du Sud. Il aborde les questions migratoires d'un point de vue multidisciplinaire (sociologie des migrations, géographie humaine, science politique, etc.), aux échelles globale, transnationale, nationale et locale. Les six séances s'articuleront autour d'un ensemble hétéroclite de sujets théoriques, méthodologiques et thématiques : Théories des migrations, politiques migratoires, migrations et développement, causes et impacts des migrations sur les sociétés de départ et d'arrivée, rapports entre migrations et transformations sociales, intégration, mobilités pour études, migrations, emploi et citoyenneté, migrations forcées, migrants et réfugiés, les femmes dans les recherches sur les migrations, migrations urbaines et communautés ethniques.

### **Syllabus Module « Écologie, anthropologie, santé » (36 heures)**

#### **Objectifs pédagogiques :**

Les pratiques des acteurs humanitaires et du développement dans le domaine de la santé sont aujourd'hui particulièrement questionnées à l'aune des enjeux climatiques et de l'effondrement de la biodiversité, comme de la décolonisation de l'aide devant se transformer en entre-aide planétaire. Pour y répondre, de plus en plus d'organisations cherchent à mettre en place des nouvelles politiques de responsabilité sociale et environnementale, et/ou de revisiter les enjeux de redevabilité et de coopération avec les populations alors définies comme « bénéficiaires » ou « partenaires ». C'est dans ce contexte que la théorie « une seule santé » cherche à rassembler une approche intégrée pour répondre aux défis de la santé, associant santé humaine, animale et santé des écosystèmes. Ainsi, les «

humanités environnementales » devraient irriguer en priorité l'enseignement universitaire dans le domaine de la solidarité. Cependant, le poids des inégalités sociales, dans la santé doit être tout autant considéré. C'est pourquoi ce cours associe deux grands axes et qu'il est animé par 3 intervenant-es.

Le premier axe « Entre aide et collectifs du vivant » s'attache à travers l'approche anthropologique à considérer les collectifs du vivant, en associant référentiels théoriques et exemples à analyser.

Le second « les démarches communautaires en santé » cherche à préciser les enjeux et les modalités de participation des communautés tout en fournissant des outils concrets, également à travers des mises en situation. Cette seconde partie intitulée « Les démarches communautaires en santé » de ce séminaire se découpe en quatre modules qui visent à créer les conditions pour que les étudiant.e.s s'approprient les principaux concepts, enjeux, repères, méthodes et outils pour impulser, accompagner et soutenir des démarches communautaires visant à réduire les inégalités sociales de santé.

Ils doivent permettre aux étudiant.e-s de :

- Connaître et comprendre les enjeux, les principes, les acteurs et les repères des démarches communautaires
- Découvrir des expériences inspirantes, notamment à Marseille et en Guyane, pour illustrer ces approches et les analyser
- S'approprier des stratégies, méthodes et outils de la facilitation pour impulser, accompagner et soutenir ces démarches
- Découvrir les interventions psychosociales par la nature et l'aventure (IPNA) et ses principaux fondements, processus et pistes d'actions

### **Module « Villes inclusives et mobilités » (24 heures)**

#### **Objectifs pédagogiques :**

- Acquérir les bases théoriques d'une lecture genrée des villes ;
- Acquérir des méthodes pratiques de prise en compte et d'intégration du genre dans les projets de développement urbain ;
- Développer une approche réflexive et critique de la mise en œuvre de ces politiques de territorialisation du genre.

#### **Contenu**

Depuis le tournant des années 2000, on a assisté à la territorialisation des politiques publiques et parallèlement à la prise en compte du genre dans l'aménagement des espaces publics urbains qui se développe surtout depuis les années 2010. Dans la perspective inverse, les études de genre ont également effectué leur « tournant spatial ». L'ODD 11 visant à rendre les villes plus inclusives rejoignent l'objectif 8 sur la réalisation de l'égalité de genre liant fortement les deux approches.

Les études se sont multipliées qui montrent que les pratiques citoyennes sont très différenciées en fonction des rôles sociaux et en particulier les différences sont très fortes entre les hommes et les femmes. Le séminaire Villes inclusives et mobilité a pour objectif de présenter les enjeux d'une prise en compte du genre dans l'aménagement des villes d'un point de vue théorique et en s'appuyant sur des exemples concrets. Un autre objectif est d'acquérir des méthodologies de sciences humaines propres à faire émerger ces usages différenciés et à dégager des possibilités d'y remédier.

## **Sociologie de l'expertise et des métiers de l'expertise dans le domaine du développement social et de la solidarité internationale (18 heures)**

### **Structure du module**

Le module est ouvert aux étudiant-e-s des parcours M2 Crises : interventions d'urgence et actions de développement et M2 Genre et développement => 18HCM (6 séances x 3h)

### **Objectifs pédagogiques**

- S'exercer à décrypter les déterminants de l'expertise et les caractéristiques de sa rhétorique.
- Appréhender et analyser les enjeux de l'exercice d'expertise dans le secteur de l'aide internationale au développement et dans celui des politiques sociales.
- Questionner son efficacité et développer une posture distanciée sur les effets de l'expertise dans le changement social et le développement

Ce cours s'appuie sur une posture théorique connue selon laquelle des configurations favorables préexistent à la situation d'expertise et à la mobilisation d'expert-e-s. Ainsi l'on se ne « décrète » pas expert-e. Historiquement située, l'expertise est une forme de production de connaissance, commanditée, qui procède par catégorisation et hiérarchisation. En cela, et dès lors qu'elle se donne pour objectif de décrire et de comprendre les sociétés lointaines ou plus proches et ce au nom du développement et de ses programmes d'accompagnement socio-économique et politique, l'expertise est constitutive du changement social et doit être objectivée comme telle. Par-là, les acteurs mobilisés en tant « qu'expert-es » et qui investissent les situations d'expertises contribuent activement aux configurations de ces dernières et pèsent sur les conditions de leurs reproductions. L'examen de leurs profils sociologiques en regard de leurs activités est une condition nécessaire pour apprécier leurs effets réels sur les configurations sociales dans lesquelles ils et elles interviennent.

Ce module revient aussi sur les raisons de la commande d'expert-e-s. Raisons pour lesquelles les décideurs, publics ou privés, ont recours à l'expertise et aux arrangements auxquels ces configurations d'expertises opportunes donnent lieu entre des acteurs sociaux aux intérêts et aux pratiques différenciés et parfois concurrentiels.

Les exemples empiriques mobilisés relèvent de deux grands domaines d'intervention : les politiques de coopération au développement au sud et les politiques sociales au nord. Une large place est donnée à la participation étudiante et à leurs expériences professionnelles ou même sociales, même non forcément abouties, qui aident à poser le questionnement.

## **UE 3 GESTION DES PROJETS SOCIAUX (AU CHOIX AVEC UE RECHERCHE)**

### **Syllabus Module « Gestion de projets de développement sensible au genre »**

#### **Objectifs pédagogiques :**

- Comprendre les principes de l'approche projet sensible au genre dans les contextes de développement ;
- Acquérir les méthodes et outils liés au cycle de projet ;
- Questionner l'efficacité de l'aide et développer une capacité réflexive sur les forces et les limites de l'approche projet, en particulier pour accompagner les changements sociaux.

#### **Contenu**

Le module est proposé en deux parties :La première partie (27 heures) abordera les fondements de l'approche projet, la prise en compte du genre dans les projets de développement, en particulier à travers les approches bailleurs, et les principales étapes de construction d'un projet de développement sensible au genre.

La deuxième partie (21 heures) apportera des approfondissements méthodologiques et opérationnels en intégrant les différentes étapes du cycle projet. Pour faciliter l'apprentissage des fondamentaux, les cours s'articuleront sur des cas concrets de programmes et projets, des retours de témoignages terrain et des exercices pratiques. Les étudiant.e.s seront questionnés tout au long de la séance, de manière active, pour échanger et faire le point avec l'équipe pédagogique.

Sur chaque séance, il sera présenté :

- La présentation de concepts clés permettant d'appréhender le sujet traité
- Des exemples terrain concrets pour illustrer les propos tenus accompagné de supports (documents produits, photos de terrain, outils de collecte de données ou de suivi, etc.)
- Des outils pratiques en lien au sujet traité pour permettre aux étudiant.e.s d'être opérationnel (passer de la théorie à la pratique)

### **UE 3 RECHERCHE**

#### **Syllabus Module « Méthodologie de l'enquête qualitative » (24 heures)**

NB : Ce séminaire est ouvert en option à l'ensemble des étudiant.es du Master, en particulier, à celles et ceux intéressé.es par la recherche ou désireuses et désireux de réaliser un rapport de stage à mi-chemin du mémoire de recherche).

#### **Objectifs pédagogiques :**

- Donner un panorama de l'ensemble des méthodes d'enquêtes non-quantitatives utilisées en sciences sociales.
- Préparer, conduire et analyser un entretien et une observation
- Développer sa réflexivité en toute circonstance professionnelle

A partir d'enquêtes de terrain déjà existantes, l'accent sera mis sur les méthodes dites « qualitatives » : observation – directe et participante – entretiens ethnographiques et récits de vie, et travail sur archives, ainsi que sur la méthodologie de la recherche et ses limites. Une attention particulière sera consacrée à la perspective ethnographique et à la dimension réflexive nécessaire à tout processus scientifique. La formation vise à initier les étudiants à la recherche par la recherche, par l'organisation d'un séminaire hebdomadaire auquel ils pourront participer de manière non scolaire, mais impérativement régulière.

#### **Syllabus Module « Méthodologie de l'enquête quantitative »**

#### **Objectifs pédagogiques :**

- Apprendre et pratiquer la collecte, le traitement, l'analyse et la présentation de données originales en vue de répondre à une question de recherche ou à l'introduire.
- Introduction à la sociologie de la quantification.
- Connaissance de quelques bases statistiques.
- Construction et traitement de base de données sur Excel.

L'IEDES est un institut poursuivant trois missions articulées autour de la mention nationale « Etudes du développement » : enseignements par et à la recherche, recherches et publications. Il publie la Revue internationale des études du développement (anc. Revue tiers monde) (<http://iedespubli.hypotheses.org/la-revue/presentation>).

Une gouvernance originale lui assurant une autonomie scientifique dans ces activités, est complétée par un Comité d'Orientation Stratégique composé de personnalités de plusieurs univers professionnels ayant un rôle consultatif sur les orientations et stratégies de l'établissement.

Une association AED regroupe des étudiants, anciens étudiants et amis de l'IEDES autour de divers projets et événements. Pour toute information concernant la vie institutionnelle de l'IEDES, pilotée par Mme Marie Bardin ([Vie.institutionnelle.IEDES@univ-paris1.fr](mailto:Vie.institutionnelle.IEDES@univ-paris1.fr)).

Les parcours du master « Etudes du développement » bénéficient du potentiel de recherche des activités scientifiques de l'**Unité Mixte de Recherche « Développement et Sociétés »** <http://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/>. Créée en 2008, elle associe des chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement et des enseignants chercheurs de l'Institut d'études du développement économique et sociale de l'Université Paris 1 autour d'un projet commun : l'étude pluridisciplinaire et multidimensionnelle des processus de développement dans les sociétés du Sud. Les recherches sont menées en Afrique subsaharienne, en Amérique Latine, en Méditerranée et en Asie.

Elles s'organisent autour de deux axes :

- « Accès aux ressources, reconfigurations du politique, et conflictualités » ;
- « Inégalités, Genre et Développement »

et d'un pôle transversal « Fabrique du développement »

Les étudiants de master et les doctorants sont invités à participer aux réunions thématiques par axes ainsi qu'au séminaire central de l'UMR « Le développement : mise en perspective » une fois par mois sur l'heure du déjeuner. L'objectif est de susciter un intérêt et une pratique de recherche auprès des étudiants, futurs professionnels appelés à travailler dans des structures diverses publiques ou privées en France et à l'étranger, afin de tisser des liens pérennes avec l'Unité en participant aux activités de recherche.

L'IEDES est situé sur le Campus du Jardin d'Agronomie Tropical de Paris (JATP) qui regroupe des organismes de recherche (CIRAD, CIRED, UMR 201) et des structures professionnelles reconnues (GRET, AVSF, CEDIMES, AGTER, ONF international, KINOME, Plate forme du Commerce Equitable) sur les questions de développement et de développement durable dans diverses régions du monde.

### **Le Master mention Études du développement dans son écosystème académique**

Une formation unique en France offrant, sur un an ou deux, la possibilité de se former spécifiquement aux métiers de la solidarité internationale d'une matière pluridisciplinaire, critique et appliquée.

L'Institut d'étude du développement de la Sorbonne (IEDES), créé en 1957 et rattaché à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Paris I, a été le premier centre de formation francophone européen spécifiquement dédié aux questions de développement. Créé dans le contexte des indépendances africaines et dans une réflexion engagée des universitaires sur les relations contemporaines avec les Pays du Sud, il est aujourd'hui l'institut français le plus important dans les études du développement et est un lieu original de débats sur les politiques et les réalités du développement.

Le parcours « Développement soutenable et genre : justice, écologie, santé », relève de la mention nationale de master « Etudes du développement », validée dans la carte nationale des masters simplifiée par le Ministère de l'enseignement supérieur en juillet 2014. Cette mention identifie les formations niveau master et doctorats appartenant à la famille des *Development studies* ouverts au niveau européen et regroupés au sein de l'European Association of Development research and training Institute (EADI) [www.eadi.org](http://www.eadi.org).